salué du nom de "Wilson le Juste", à son arrivée en Europe, le président des Etats-Unis, après une tournée triomphale en Angleterre et sur le continent, entra à la Conférence de la Paix ployant sous les fleurs; mais non sans avoir entendu tomber de la bouche du président Poincaré de graves et solennelles affirmations sur la nécessité de punir les coupables de la guerre et de les forcer à réparer le mal inouï qu'ils ont fait. Cette note grave, et beaucoup plus précise que le plus clair discours de M. Wilson, se retrouva dans l'allocution d'ouverture que prononça, à la Conférence, le 18 janvier, le président de la République française: "Vous ne chercherez donc que la justice, disait M. Poincaré aux délégués de la Conférence... Mais la justice n'est pas inerte; elle ne prend pas son parti de l'injustice; ce qu'elle réclame, d'abord, lorsqu'elle a été violée, ce sont des restitutions et des réparations, pour les peuples et les individus qui ont été dépouillés et maltraités. En formulant cette revendication légitime, elle n'obéit ni à la haine, ni à un désir instinctif et irréfléchi de représailles; elle poursuit un double objet; rendre à chacun son dû et ne pas encourager le recommencement du crime par l'impunité. Ce que la justice réclame encore, sous l'influence des mêmes sentiments, ce sont des sanctions contre les coupables et des garanties efficaces contre un retour offensif de l'esprit qui les a pervertis. Et elle est logique en demandant que ces garanties soient données, avant tout, aux nations qui ont été et qui peuvent être encore les plus exposées à des agressions ou à des menaces, à celles qui ont maintes fois risqué d'être submergées sous le flot périodique des mêmes invasions."

Ce fut le deuxième choc du grand rêve wilsonnien de la "paix blanche" avec la réalité européenne. Clémenceau lui avait donné le premier, à la Chambre française, le 29 décembre, lorsque, solidement campé sur le terrain de la réalité française, il avait dit, en parlant de la guerre: "La France se trouvait dans une situation particulièrement difficile. C'était le pays le plus rapproché de l'Allemagne. L'Amérique était éloignée; il lui a fallu longtemps pour entrer dans la guerre. L'Angleterre est entrée immédiatement à l'appel de M. Asquith. Nous avons souffert et combattu; nos hommes ont été fauchés, et nos villes et nos villages ont été détruits... Il existe un vieux système d'alliances appelé *l'équilibre des puissances*. Tout le monde a l'air de le condamner aujourd'hui; si l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et l'Italie avaient été d'accord pour dire que, quelle que soit la puissance qui attaquerait l'une d'entre elles, ce serait l'équivalent d'une déclaration de guerre au monde entier, la guerre n'aurait jamais eu lieu. Ce système, d'ailleurs, auquel je n'ai point renoncé, sera ma pensée directrice, à la Conférence de la Paix, si votre confiance m'y envoie".

Le premier choc du rêve wilsonnien avec la réalité française fut si rude que M. Wilson en perdit presque

sa sérénité académique, et son discours de Manchester, prononcé vingt-quatre heures après celui de Clémenceau, sentait un peu la poudre, lorsqu'il y déclara catégoriquement que la politique des alliances avait fait son temps. Mais l'odeur de la poudre devint encore plus forte, lorsque, le lendemain même du discours de Manchester, exactement le 31 décembre, la Presse Associée des Etats-Unis publia une déclaration des plus belliqueuses de M. Daniels, le ministre de la marine américaine, où on pouvait lire cette espèce de défi: "C'est ma ferme conviction que, si la Conférence de Versailles n'a pas pour résultat de mettre fin aux armements navals chez toutes les nations, les Etats-Unis devront donner leurs hommes et leur argent pour créer ce qui sera incomparablement la plus grande marine du monde". Les Etats-Unis décidés à créer la plus grande marine du monde, si M. Clémenceau n'est pas sage et ne vote pas tous les projets de M. Wilson, à la Conférence! Vous voyez d'ici l'effet de cette formidable déclaration, — qu'un député du Michigan au Congrès de Washington, M. Currie, a appelé, en pleine Chambre, "a contemptible bluff", — sur les délégués anglais à la Conférence de Paris. Et, comme pour appuyer sa menace, M. Daniels, sous l'inspiration évidente de M. Wilson, présentait au Congrès son projet d'armement naval, qui devait donner aux Etats-Unis, dans trois ans, entre autres nombre vaisseaux de guerre, dix dreadnoughts. Nous prions les lecteurs de la *Vie canadienne* de noter que cette menace du président Wilson a été répétée par son gouvernement, sur l'envoi d'un câble urgent de Paris par le président lui-même, au commencement de février, à la veille du jour où M. Wilson a lu son projet de la Ligue des Nations à la Conférence. Décidément, pour un président pacifique, voir pacifiste, M. Woodrow Wilson ne recule pas devant les arguments belliqueux. Mais le Sénat américain ne l'a pas entendu de cette oreille-là, et sa commission des Affaires navales a écarté le projet Wilson-Daniels sans plus de cérémonies. Toutefois, le coup avait porté; et le grand journal politique de Londres, le *Spectator*, écrivait, le 7 février, que "le nouveau projet naval américain a causé beaucoup de surprise et pas une petite inquiétude dans notre pays". Si c'eût été Roosevelt qui eût fait le coup naval de Wilson, la presse mondiale n'eût certainement pas manqué de parler du "big stick". Mais c'était Wilson le Pacifique, Wilson le Juste! Et le tout a passé comme une lettre à la poste... excepté au Sénat des Etats-Unis.

Mais le fameux coup naval ne devait pas être la seule surprise de l'odyssée Wilson. Depuis sa visite en Angleterre, on s'est aperçu que le président des Etats-Unis ne parlait plus, dans ses vagues et retentissants discours, de la liberté des mers, qu'il a proclamée, au moins en dix circonstances différentes, avant son départ pour l'Europe, nécessaire à la paix du monde. Des gens bien informés, auprès desquels nous nous sommes enquis du sort de cette sœur jumelle